



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 75.731/VR
du 26 avril 2024

sur

un avant-projet de loi, un avant-projet de décret de la Communauté française, un avant-projet de décret de la Communauté flamande et un avant-projet de décret de la Communauté germanophone portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone 'relatif à l'exécution coordonnée du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 75.731/VR
van 26 april 2024

over

een voorontwerp van wet, een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap, een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap 'inzake de gecoördineerde tenuitvoerlegging van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaaldienstenverordening)'

Le 27 février 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail, la Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits de Femmes de la Communauté française, le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté et la Ministre de la Culture et du Sport, de l'Emploi et des Médias de la Communauté germanophone à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^{*}, sur un avant-projet de loi et trois avant-projets de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone 'relatif à l'exécution coordonnée du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)'.

Les avant-projets ont été examinés par les chambres réunies le 18 avril 2024. Les chambres réunies étaient composées de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre, président, Bernard BLERO, président de chambre, Koen MUYLLE, Géraldine ROSOUX, Dimitri YERNAULT et Elly VAN DE VELDE, conseillers d'État, Jan VELAERS et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE et Yves DEPOORTER, greffiers.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section, Lise VANDENHENDE, auditeur, et Clément PESESSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Elly VAN DE VELDE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 avril 2024.

*

^{*} Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 27 februari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk, de Vice-president en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten van de Franse Gemeenschap, de Vlaamse minister van Brussel, Jeugd, Media en Armoedebestrijding en de Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media van de Duitstalige Gemeenschap verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot vijfenveertig dagen,^{*} een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet en drie voorontwerpen van decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap ‘inzake de gecoördineerde tenuitvoerlegging van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaledienstenverordening)’.

De voorontwerpen zijn door de verenigde kamers onderzocht op 18 april 2024. De verenigde kamers waren samengesteld uit Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter, voorzitter, Bernard BLERO, kamervoorzitter, Koen MUYLLE, Géraldine ROSOUX, Dimitri YERNAULT en Elly VAN DE VELDE, staatsraden, Jan VELAERS en Christian BEHRENDT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE en Yves DEPOORTER, griffiers.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd, Lise VANDENHENDE, auditeur en Clément PESESSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Elly VAN DE VELDE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 april 2024.

*

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit Artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van Artikel 85bis.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique ¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DES AVANT-PROJETS

2. Les avant-projets de loi et de décrets de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Communauté germanophone soumis pour avis ont pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à l'exécution coordonnée du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)'.

L'accord de coopération règle l'exécution coordonnée par l'autorité fédérale et les communautés de certains aspects du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 'relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques)' (ci-après : « règlement sur les services numériques » ou « règlement ») (article 2) ².

L'article 3 de l'accord de coopération prévoit que les autorités compétentes et le coordinateur pour les services numériques (ci-après : « coordinateur pour les services numériques » ou « coordinateur ») mettent en œuvre le règlement dans le respect de la répartition des compétences et du principe de proportionnalité.

L'article 4 de l'accord de coopération désigne l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : « IBPT ») comme coordinateur pour les services numériques, considère ce coordinateur pour les services numériques comme responsable de la coordination au niveau national de toutes les questions en lien avec la surveillance et l'exécution du règlement et dispose qu'il contribue à une surveillance et une exécution efficaces et cohérentes du règlement dans toute l'Union européenne. Ensuite, les différentes missions du coordinateur pour les services

¹ S'agissant d'avant-projets de loi et de décrets, on entend par « fondement juridique » la conformité avec les normes supérieures.

² Voir dans ce cadre l'avis 74.816/VR-4 donné le 20 décembre 2023 sur un avant-projet de loi 'mettant en œuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE, portant modifications du livre XII et du livre XV du Code de droit économique et portant modifications de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3799/001, pp. 52-77, observation 8 ; l'avis 73.934/3 donné le 26 septembre 2023 sur un avant-projet devenu le décret du 26 janvier 2024 'modifiant le décret du 27 mars 2009 relatif à la radiodiffusion et à la télévision, portant exécution partielle du règlement sur les services numériques', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2023-2024, n° 1907/1, pp. 26-35, observations 3.1-4.8 ; l'avis 74.823/4 donné le 20 décembre 2023 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 15 février 2024 'modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos et mettant partiellement en œuvre le règlement sur les services numériques', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2023-2024, n° 644/1, pp. 23-32.

numériques sont énumérées, en renvoyant chaque fois aux dispositions pertinentes du règlement sur les services numériques. Toutes les autres missions sont attribuées aux autorités compétentes.

Selon l'article 5 de l'accord de coopération, le coordinateur pour les services numériques et les autres autorités compétentes mettent en place un système de partage de l'information. L'article 6 de l'accord de coopération détermine quelles informations sont placées, à titre informatif, dans le système de partage de l'information. Les articles 9 à 16 de l'accord de coopération déterminent également quelles informations sont placées dans ce système.

L'article 8 de l'accord de coopération détermine comment les autorités compétentes vérifient si une autre autorité compétente a déjà infligé une sanction à un même prestataire de services intermédiaires pour une même infraction.

L'article 9 de l'accord de coopération fixe la procédure à suivre lorsque, outre le coordinateur pour les services numériques, d'autres autorités compétentes participent également au comité en application de l'article 62 du règlement sur les services numériques, et qu'une autorité compétente estime qu'un élément du projet relève en tout ou en partie de la compétence de sa communauté. Si la concertation ne permet pas d'aboutir à un accord sur le point de vue à exprimer par le coordinateur, la Belgique s'abstient d'exprimer un point de vue.

L'article 10 de l'accord de coopération définit la procédure à suivre lorsque le coordinateur reçoit des demandes d'octroi de certification comme organe de règlement extrajudiciaire des litiges ainsi que du statut de signaleur de confiance ou de chercheur agréé. En cas de désaccord sur l'autorité compétente qui devrait traiter la demande, le coordinateur et les autres autorités compétentes se concertent en vue d'aboutir à un consensus dans les vingt jours ouvrables à dater de la constatation du désaccord ou dans un délai plus court si cela est exigé par le règlement. En l'absence de consensus, le ministre ayant la gestion du coordinateur ou d'une autre autorité compétente dans ses attributions saisit sans délai un Comité interministériel.

La même procédure est suivie lorsque le coordinateur ou les autres autorités compétentes reçoivent les plaintes visées à l'article 53 du règlement (article 11 de l'accord de coopération), lorsque le coordinateur reçoit une demande de la Commission européenne, du comité ou du coordinateur d'un autre État membre en application des articles 35, paragraphe 3, 45, paragraphe 2, 57, 58, 59, 60, 66, paragraphe 3, ou 82 du règlement (article 14 de l'accord de coopération) et lorsqu'une autorité compétente veut, dans le cadre des missions qui y sont visées, interpeller la Commission européenne, le comité ou le coordinateur d'un autre État membre, en application des articles 57, 58 et 60, 65, paragraphe 2, 68, paragraphe 2, ou 69, paragraphe 7, du règlement (article 15 de l'accord de coopération), et qu'il existe un désaccord sur l'autorité compétente qui doit intervenir.

Aux termes de l'article 12 de l'accord de coopération, à la demande du coordinateur, chaque autorité compétente publie le rapport de ses activités dans le système de partage de l'information.

L'article 17 de l'accord de coopération concerne le traitement des données à caractère personnel.

L'article 18 de l'accord de coopération prévoit que trois ans après l'entrée en vigueur de ce dernier, puis tous les trois ans, les autorités compétentes en évaluent conjointement son fonctionnement et font rapport à ce sujet au Comité interministériel visé à l'article 10, § 3, de l'accord de coopération.

L'article 19 contient une disposition de révision.

L'article 20 prévoit que l'accord de coopération entre en vigueur « [xxx] » jours après la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment.

FORMALITÉS PRÉALABLES

3. Les avant-projets peuvent avoir une incidence financière et requièrent par conséquent l'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord préalable de la secrétaire d'État au Budget³. Les avis de l'Inspection des Finances des 12 et 23 octobre 2023 et l'accord de la Secrétaire d'État au Budget du 23 octobre 2023 portent sur un avant-projet de loi 'mettant en œuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE, portant modifications du livre XII et du livre XV du Code de droit économique et portant modifications de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges'⁴.

Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a répondu en ces termes :

« Pour ce qui concerne le Fédéral, il est renvoyé aux avis IF Économie et IBPT ainsi que l'accord budgétaire rendus dans le cadre de l'avant-projet de loi fédéral (qui désignait l'IBPT comme DSC et prévoyait ses missions) ».

L'avis de l'Inspection des Finances et l'accord budgétaire visés ne sont toutefois pas suffisants. Bien qu'il existe un lien entre les avant-projets à l'examen et le projet auquel le délégué renvoie, l'Inspection des Finances et la secrétaire d'État qui a le Budget dans ses attributions doivent néanmoins pouvoir se prononcer également sur les avant-projets à l'examen, entre autres pour déterminer si ceux-ci entraîneront ou non de nouvelles dépenses.

Si l'accomplissement de la formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État⁵, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription des articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 4/1, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

³ Article 17 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' et article 32, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

⁴ La section de législation a déjà donné un avis à ce sujet : voir l'avis 74.816/VR-4.

⁵ À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

INTITULÉ

4. Il semble pouvoir se déduire de l'intitulé de l'accord de coopération que celui-ci vise une exécution coordonnée du règlement sur les services numériques.

Il ressort toutefois de l'article 2 de l'accord de coopération que ce dernier vise uniquement à exécuter certaines dispositions du règlement sur les services numériques. Il faudra par conséquent adapter l'intitulé afin de faire apparaître clairement que toutes les dispositions du règlement sur les services numériques ne sont pas exécutées par l'accord de coopération.

Article 1^{er}

5. L'article 1^{er}, 2°, b), de l'accord de coopération fait référence à l'article 175/2 du décret du 27 mars 2009 'relatif à la radiodiffusion et à la télévision'. Or, cette disposition n'existe pas. Le délégué a déclaré qu'il s'agit d'une erreur matérielle ⁶ :

« Er staat inderdaad nog een materiële fout in de tekst van het samenwerkingsakkoord. Er wordt in Artikel 1, 2°, b) van het SwA nog verwezen naar de Vlaamse Regulator voor de Media als bevoegde autoriteit bedoeld in 'Artikel 175/2' van het Vlaams Mediadecreet. Het ontwerp van decreet - dat het decreet van 26 januari 2024 tot gedeeltelijke uitvoering van de DSA is geworden - werd evenwel tijdens de totstandkomingsprocedure hernummerd waarbij Artikel 175/2 Artikel 176/10 geworden is. We zullen deze verwijzing in het samenwerkingsakkoord aanpassen na het advies van de Raad van State ».

Cette adaptation peut être accueillie. On écrira « article 176/10 » du décret du 27 mars 2009.

Article 10

6. Dans un souci de lisibilité, il est recommandé, dans la version néerlandaise de l'article 10, § 1^{er}, de l'accord de coopération, de remplacer le terme « buitengerechtelijke geschillenbeslechtsorgaan » par les mots « orgaan voor buitengerechtelijke geschillenbeslechting ».

Article 17

7. L'article 17 de l'accord de coopération règle le traitement de données à caractère personnel.

⁶ La réponse du délégué concerne une réponse commune de tous les délégués. Il en va de même pour toutes les citations ultérieures du délégué dans le présent avis.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, le respect du principe de légalité formelle s'applique à tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, à toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur.

Par conséquent, les « éléments essentiels » du traitement de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la nature de la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données ⁷.

7.1. L'article 17, § 5, de l'accord de coopération prévoit que « [l]es données à caractère personnel collectées sont conservées pendant le temps nécessaire au traitement de [...] dossiers relatifs à l'application du règlement ». Aucun délai maximal de conservation n'est fixé. Interrogé à ce sujet, le délégué a donné la réponse suivante :

« Les délais applicables sont ceux prévu[s] par les règles fixant le délai de conservation maximal dans le cadre des enquêtes menées respectivement par l'IBPT et les régulateurs médias communautaires ».

On ne peut se rallier à cette réponse que si un délai maximal de conservation est effectivement inscrit dans d'autres réglementations relatives aux missions des autorités compétentes. Interrogé à cet égard, le délégué a apporté les précisions suivantes :

« Concernant le délai maximal de conservation des données :

– IBPT : Le principe de la conservation pendant la durée nécessaire pour l'accomplissement de la mission poursuivie s'applique, conformément au RGPD, comme indiqué dans la Privacy Policy. On précise en outre que, lors de la modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut de l'IBPT par la loi du 20 juillet 2022 (loi 'conservation des données'), l'APD n'a pas demandé de fixer une durée maximale déterminée pour la conservation des données auxquelles l'IBPT aurait accès. Cf. Avis 66/2022 sous ce lien : Fr_Avis.dotm (autoriteprotectiondonnees.be).

⁷ Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 1951/001, p. 119, observation 101. Voir également C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 16 février 2023, n° 26/2023, B. 74.1 ; C.C., 17 mai 2023, n° 75/2023, B.55.2.1.

– CSA : les délais de conservation du CSA sont régis par une ‘Charte vie privée’ qui prévoit des délais de conservation des données à caractère personnel pour chaque type de traitement effectué. Pour le traitement relatif aux missions de contrôle du CSA, la durée de conservation est le temps du traitement du dossier auquel *il faut rajouter 36 mois pour permettre au CSA d’encore utiliser les données à titre informatif dans le cadre de l’exercice de ces mêmes missions.*

– VRM : We verwijzen naar Artikel 92 van het ‘Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie houdende inhoudelijke en technische aanpassingen en aanpassingen met het oog op de bescherming van persoonsgegevens en het Wetboek van vennootschappen en verenigingen’, dat momenteel voorligt bij het Vlaams Parlement. Zie: <https://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=2043251>, waar de bewaartermijnen van de persoonsgegevens die de VRM kan verwerken worden bepaald: ‘*De persoonsgegevens die conform dit Artikel door de Vlaamse Regulator voor de Media worden verwerkt, kunnen op basis van dit Artikel uiterlijk bewaard worden tot tien jaar na afloop van de verwerking, vermeld in het eerste lid. Na afloop van die tien jaar wordt conform Artikel III.87, § 1, 3°, van het Bestuursdecreet van 7 december 2018 aan die persoonsgegevens een definitieve bestemming toegewezen.*’.

– Medienrat : Le traitement des données à caractère personnel s’effectue sur la base de l’article 112 § 2 du décret du 1^{er} mars 2021 de la Communauté germanophone relatif aux services de médias et aux représentations cinématographiques (<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2021/03/01/2021201177/justel>) qui institue le conseil des médias (Medienrat) comme responsable du traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre de l’exécution de ces tâches. Le décret définit les missions du conseil des médias ainsi que les modalités de leur exécution. Le Medienrat travaille actuellement à la rédaction d’une charte synthétisant sa pratique quotidienne du traitement des données en application du décret sur les services de médias

Si le Conseil d’État devait toutefois juger cela insuffisant au regard de l’article 22 de la Constitution, il pourrait être envisagé, à titre subsidiaire, de prévoir une disposition dans l’accord de coopération prévoyant que les données collectées sont conservées jusqu’à 10 ans (délai de prescription de l’action civile personnelle) après la fin des tâches prévues par la loi, les décrets et/ou l’accord de coopération ».

7.1.1. En ce qui concerne la Communauté germanophone, le délégué renvoie à l’article 112, § 2, du décret du 1^{er} mars 2021 ‘relatif aux services de médias et aux représentations cinématographiques’.

Toutefois, cette disposition désigne uniquement le Medienrat comme responsable du traitement et ne précise pas de délai maximal de conservation.

7.1.2. En ce qui concerne la Communauté française, il est fait état de la « Charte vie privée » du Conseil supérieur de l’audiovisuel (ci-après : « le CSA »). Cette charte mentionne en son point 6 que la durée de conservation des données à caractère personnel pour l’« exercice des missions d’autorisation et de contrôle du CSA (traitement des plaintes, contrôle annuel, délivrance d’autorisations, réception de déclarations, etc.) » est

« [l]a durée nécessaire à l’exercice de la mission concernée, c’est-à-dire :

– dans le cadre du traitement des plaintes, jusqu’à la clôture du dossier.

– dans le cadre du contrôle annuel des régulés, jusqu'à ce que le régulé arrête d'exercer ses activités sous le contrôle du CSA.

– dans le cadre de la délivrance d'autorisations et de la réception de déclarations, jusqu'à ce que le régulé arrête d'exercer ses activités sous le contrôle du CSA.

À cela, il faut rajouter 36 mois pour permettre au CSA d'encore utiliser les données à titre informatif dans le cadre de l'exercice de ces mêmes missions ».

Il s'ensuit qu'aucune durée maximale n'est fixée en termes d'unité de temps pour la conservation des données. Par ailleurs, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, les durées de conservation prévues par la « Charte vie privée » n'ont pas été adoptées par le législateur décentralisé, ni par le Gouvernement de la Communauté française, et n'ont pas non plus été approuvées par ce dernier.

7.1.3. Enfin, s'agissant de l'autorité fédérale, il est renvoyé à la « Privacy policy » de l'IBPT qui mentionne :

« Les données traitées dans le cadre de l'exercice d'une mission légale ou d'une mission d'intérêt général sont conservées pendant le temps nécessaire à l'application de la législation ou à l'exercice de la mission d'intérêt général ».

Il s'ensuit qu'aucune durée maximale n'est fixée en termes d'unité de temps pour la conservation des données. Par ailleurs, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, les durées de conservation prévues par la « Privacy policy » n'ont pas été adoptées par le législateur fédéral, ni par le Roi, et n'ont pas non plus été approuvées par ce dernier.

7.1.4. Il découle dès lors de ce qui précède que la suggestion du délégué d'inscrire un délai maximal de conservation de dix ans dans l'accord de coopération peut être accueillie.

7.2. L'article 17, § 4, de l'accord de coopération règle les catégories des données à caractère personnel traitées. L'article 17, § 4, 2°, de l'accord de coopération dispose dans ce contexte que le traitement peut avoir lieu pour « un dossier et toute autre information jugée nécessaire à la surveillance, aux enquêtes et à l'application du règlement ».

À la question de savoir ce que l'on entend précisément par « toute autre information jugée nécessaire », le délégué a répondu ce qui suit :

« Sont visées, les données contenues dans les demandes de certification, (art. 10), plaintes (art. 11), copie des injonctions (art. 13), demande de ou à la Commission (art. 14 et 15), qui sont placées (conformément à l'article 6 de l'accord de coopération) par les autorités compétentes sur le système de partage de l'information visé à l'article 5 et que la ou les autorité(s) compétente(s) concernée(s) jugent nécessaires en vue de la bonne exécution de la surveillance, des enquêtes et application du règlement ».

L'article 17, § 4, 2°, de l'accord de coopération devra être précisé en ce sens qu'il s'agit de données mentionnées dans les dispositions énumérées par le délégué et jugées nécessaires par l'autorité compétente.

7.3. L'accord de coopération ne précise pas explicitement les catégories de personnes ayant accès aux données traitées. Le délégué a déclaré à ce sujet :

« Comme l'indique l'article 17, § 1^{er} de l'accord de coopération, 'Les autorités compétentes sont chacune responsable du traitement des données pour la gestion des données en leur possession ou mises à leur disposition en vertu du présent accord', c'est-à-dire, via le système de partage de l'information, auquel seules les autorités compétentes visées à l'article 1^{er}, 2^o de l'accord ont accès ».

Dans la mesure où seules les autorités compétentes ont accès au système de partage de l'information et, partant, aux données traitées, cette réponse suffit.

Article 20

8. À l'article 20 de l'accord de coopération, on précisera encore le nombre de jours après la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment après lequel l'accord de coopération entre en vigueur.

EXAMEN DES AVANT-PROJETS DE LOI ET DE DÉCRETS

Avant-projet de décret de la Communauté flamande

9. La date de l'accord de coopération sera insérée dans l'intitulé et à l'article 2 de l'avant-projet.

Avant-projet de décret de la Communauté française

10. La date de l'accord de coopération sera insérée dans l'intitulé et à l'article unique de l'avant-projet.

Avant-projet de décret de la Communauté germanophone

11. La date de l'accord de coopération sera insérée dans l'intitulé et à l'article unique de l'avant-projet.

Avant-projet de loi

12. L'avant-projet de loi sera pourvu d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles qui expliquent la portée de l'accord de coopération ⁸.

*

⁸ Voir l'avis 75.173/VR donné le 16 février 2024 sur des avant-projets devenus l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 4 avril 2024 'portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mars 2024 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Ass. Réun. C.C.C., 2023-2024, n° B-190, pp. 7-15, le projet de décret de la Commission communautaire française 'portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mars 2024 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Ass. COCOF, 2023-2024, n° 151/1, pp. 19-24 et le projet de décret flamand 'tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 maart 2024 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2023-2024, n° 2104/1, pp. 99-110, observation générale 2.

1. Met toepassing van Artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN DE VOORONTWERPEN

2. De om advies voorgelegde voorontwerpen van wet en van decreten van de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, strekken ertoe in te stemmen met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap ‘inzake de gecoördineerde tenuitvoerlegging van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaledienstenverordening)’.

Het samenwerkingsakkoord regelt de gecoördineerde uitvoering door de federale overheid en de gemeenschappen van bepaalde aspecten van verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 ‘betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaledienstenverordening)’ (hierna: digitaledienstenverordening of verordening) (Artikel 2).²

Artikel 3 van het samenwerkingsakkoord bepaalt dat de bevoegde autoriteiten en de digitaledienstencoördinator (hierna: digitaledienstencoördinator of coördinator) de verordening uitvoeren in overeenstemming met de bevoegdheidsverdeling en het evenredigheidsbeginsel.

Artikel 4 van het samenwerkingsakkoord wijst het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna: BIPT) aan als digitaledienstencoördinator, acht deze digitaledienstencoördinator verantwoordelijk voor de coördinatie op nationaal niveau voor alle kwesties die verband houden met het toezicht op en de handhaving van de digitaledienstenverordening en bepaalt dat deze bijdraagt aan het effectieve en consistente toezicht op en de handhaving van de verordening in de hele Europese Unie. Vervolgens worden de

¹ Aangezien het om voorontwerpen van wet en van decreet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Zie in dit kader adv.RvS 74.816/VR-4 van 20 december 2023 over een voorontwerp van wet ‘tot uitvoering van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG, houdende wijzigingen van boek XII en boek XV van het Wetboek van economisch recht en houdende wijzigingen van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 55-3799/001, 52-77, opmerking 8; adv.RvS 73.934/3 van 26 september 2023 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 26 januari 2024 ‘tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie tot gedeeltelijke uitvoering van de digitaledienstenverordening’, *Parl.St.* Vl.Parl. 2023-24, nr. 1907/1, 26-35, opmerkingen 3.1-4.8; adv.RvS 74.823/4 van 20 december 2023 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 februari 2024 ‘modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos et mettant partiellement en oeuvre le règlement sur les services numériques’, *Parl.St.* Fr.Parl. 2023-24, nr. 644/1, 23-32.

verschillende taken van de digitaledienstencoördinator opgesomd, telkens met verwijzing naar de relevante bepalingen uit de digitaledienstenverordening. Alle andere taken worden toegewezen aan de bevoegde autoriteiten.

Luidens Artikel 5 van het samenwerkingsakkoord zetten de digitaledienstencoördinator en de bevoegde autoriteiten een informatie-uitwisselingssysteem op. Artikel 6 van het samenwerkingsakkoord bepaalt welke informatie *ter informatieve titel* op het informatie-uitwisselingssysteem wordt geplaatst. Ook in de artikelen 9 tot 16 van het samenwerkingsakkoord wordt bepaald welke informatie op het informatie-uitwisselingssysteem wordt geplaatst.

Artikel 8 van het samenwerkingsakkoord bepaalt hoe de bevoegde autoriteiten moeten nagaan of reeds door een andere bevoegde autoriteit een sanctie is opgelegd ten aanzien van eenzelfde aanbieder van tussenhandeldiensten voor dezelfde inbreuk.

In Artikel 9 van het samenwerkingsakkoord wordt de procedure vastgelegd wanneer, naast de digitaledienstencoördinator, ook andere bevoegde autoriteiten deelnemen aan de raad in toepassing van Artikel 62 van de digitaledienstenverordening, en een bevoegde autoriteit van mening is dat een onderdeel van het ontwerp geheel of gedeeltelijk onder de bevoegdheid van haar gemeenschap valt. Indien het onderling overleg niet resulteert in een akkoord over het standpunt dat door de coördinator naar voren gebracht dient te worden, onthoudt België zich van het innemen van een standpunt.

Artikel 10 van het samenwerkingsakkoord bepaalt de procedure bij ontvangst door de coördinator van verzoeken tot het verlenen van de certificatie als buitengerechtelijk geschillenbeslechtsorgaan en van de status van betrouwbare *flagger* of erkend onderzoeker. Bij onenigheid over welke bevoegde autoriteit het verzoek moet behandelen, plegen de coördinator en de andere bevoegde autoriteiten onderling overleg om consensus te bereiken binnen de twintig werkdagen vanaf de vaststelling van onenigheid of binnen een kortere termijn wanneer dit wordt vereist door de verordening. Bij gebrek aan consensus, legt een minister tot wiens bevoegdheden het beheer behoort van de coördinator of een andere bevoegde autoriteit de aangelegenheid onverwijld voor aan een Interministerieel Comité.

Dezelfde procedure wordt gevolgd wanneer de coördinator of de andere bevoegde autoriteiten de verzoeken ontvangen van de in Artikel 53 van de verordening bedoelde klachten (Artikel 11 van het samenwerkingsakkoord), wanneer de coördinator een verzoek ontvangt van de Europese Commissie, de raad of de coördinator van een andere lidstaat, overeenkomstig de artikelen 35, derde lid, 45, tweede lid, 57, 58, 59, 60, 66, derde lid, of 82 van de verordening (Artikel 14 van het samenwerkingsakkoord) en een bevoegde autoriteit in het kader van de daarin bedoelde taken een verzoek tot de Europese Commissie, de raad of de coördinator van een andere lidstaat wenst te richten, uit hoofde van de artikelen 57, 58 en 60, Artikel 65, tweede lid, Artikel 68, tweede lid, of Artikel 69, zevende lid, van de verordening (Artikel 15 van het samenwerkingsakkoord), en er onenigheid bestaat over welke bevoegde autoriteit aan zet is.

Luidens Artikel 12 van het samenwerkingsakkoord publiceert elke bevoegde autoriteit op verzoek van de coördinator haar verslag over haar activiteiten op het informatie-uitwisselingssysteem.

Artikel 17 van het samenwerkingsakkoord betreft de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 18 van het samenwerkingsakkoord bepaalt dat drie jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, en vervolgens om de drie jaar, de bevoegde autoriteiten gezamenlijk de werking ervan evalueren en hierover verslag uitbrengen aan het in Artikel 10, § 3, van het samenwerkingsakkoord bedoelde Interministerieel Comité.

Artikel 19 bevat een herzieningsbepaling.

Artikel 20 bepaalt dat het samenwerkingsakkoord in werking treedt “[xxx]” dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste instemmingsakte.

VORMVEREISTEN

3. De voorontwerpen kunnen een financiële weerslag hebben waardoor het advies van de inspecteur van Financiën en het voorafgaand akkoord van de staatssecretaris voor Begroting vereist zijn.³ De adviezen van de inspectie van Financiën van 12 en 23 oktober 2023 en het akkoord van de Staatssecretaris bevoegd voor Begroting van 23 oktober 2023 betreffen adviezen bij een voorontwerp van wet ‘tot uitvoering van Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG, houdende wijzigingen van boek XII en boek XV van het Wetboek van economisch recht en houdende wijzigingen van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’⁴.

De gemachtigde hierover om verduidelijking gevraagd, antwoordde als volgt:

“Pour ce qui concerne le Fédéral, il est renvoyé aux avis IF Économie et IBPT ainsi que l’accord budgétaire rendus dans le cadre de l’avant-projet de loi fédéral (qui désignait l’IBPT comme DSC et prévoyait ses missions).”

Het advies van de inspectie van Financiën en het begrotingsakkoord waarnaar wordt verwezen volstaan evenwel niet. Ook al bestaat er een verband tussen voorliggende voorontwerpen en het ontwerp waarnaar de gemachtigde verwijst, toch moeten de inspectie van Financiën en de staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de begroting behoort zich ook over voorliggende voorontwerpen kunnen uitspreken, onder meer om uit te maken of de voorliggende voorontwerpen al dan niet nieuwe uitgaven met zich zullen meebrengen.

³ Artikel 17 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ en Artikel 32, derde lid, van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’.

⁴ Hierover werd reeds door de Raad van State, afdeling Wetgeving, advies uitgebracht: zie adv.RvS, 74.816/VR-4.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van het vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan,⁵ moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 4/1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

OPSCHRIFT

4. Uit het opschrift van het samenwerkingsakkoord lijkt te kunnen worden afgeleid dat het samenwerkingsakkoord strekt tot een gecoördineerde tenuitvoerlegging van de digitaledienstenverordening.

Uit Artikel 2 van het samenwerkingsakkoord blijkt evenwel dat het samenwerkingsakkoord slechts strekt tot uitvoering van *sommige* bepalingen van de digitaledienstenverordening. Het opschrift zal aldus moeten worden aangepast, zodat het duidelijk is dat niet alle bepalingen van de digitaledienstenverordening door het samenwerkingsakkoord worden uitgevoerd.

Artikel 1

5. In Artikel 1, 2°, b), van het samenwerkingsakkoord wordt verwezen naar Artikel 175/2 van het decreet van 27 maart 2009 ‘betreffende radio-omroep en televisie’. Deze bepaling bestaat evenwel niet. De gemachtigde verklaarde dat het om een materiële fout gaat:⁶

“Er staat inderdaad nog een materiële fout in de tekst van het samenwerkingsakkoord. Er wordt in Artikel 1, 2°, b) van het SwA nog verwezen naar de Vlaamse Regulator voor de Media als bevoegde autoriteit bedoeld in ‘Artikel 175/2’ van het Vlaams Mediadecreet. Het ontwerp van decreet - dat het decreet van 26 januari 2024 tot gedeeltelijke uitvoering van de DSA is geworden - werd evenwel tijdens de totstandkomingsprocedure hernummerd waarbij Artikel 175/2 Artikel 176/10 geworden is. We zullen deze verwijzing in het samenwerkingsakkoord aanpassen na het advies van de Raad van State.”

Met deze aanpassing kan worden ingestemd. Men schrijve Artikel 176/10 van het decreet van 27 maart 2009.

⁵ Namelijk andere wijzigingen dan deze waarvan in dit advies melding wordt gemaakt of die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in dit advies wordt opgemerkt.

⁶ Het antwoord van de gemachtigde betreft een gemeenschappelijk antwoord van alle gemachtigden. Dit geldt ook voor alle volgende citaten van de gemachtigde in dit advies.

Artikel 10

6. Ter wille van de leesbaarheid verdient het aanbeveling om in de Nederlandse tekst van Artikel 10, § 1, van het samenwerkingsakkoord de term “buitengerechtigdegeschillenbeslechtsorgaan” te vervangen door de woorden “orgaan voor buitengerechtigde geschillenbeslechting”.

Artikel 17

7. Artikel 17 van het samenwerkingsakkoord regelt de verwerking van persoonsgegevens.

Krachtens Artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke inmenging in het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd. Doordat Artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.

Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de Raad van State, afdeling Wetgeving, van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.⁷

7.1. Artikel 17, § 5, van het samenwerkingsakkoord bepaalt dat “[d]e verzamelde persoonsgegevens worden bewaard gedurende de tijd die nodig is voor de verwerking van dossiers met betrekking tot de toepassing van de verordening”. Er wordt hierin geen maximale bewaartermijn vastgesteld. Hierover bevraagd, antwoordde de gemachtigde als volgt:

“Les délais applicables sont ceux prévu par les règles fixant le délai de conservation maximal dans le cadre des enquêtes menées respectivement par l’IBPT et les régulateurs médias communautaires.”

⁷ Adv.RvS 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119, opmerking 101. Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 16 februari 2023, nr. 26/2023, B.74.1; GwH 17 mei 2023, nr. 75/2023, B.55.2.1.

Met dit antwoord kan enkel worden ingestemd, indien inderdaad een maximale bewaartermijn is ingeschreven in andere wetgeving aangaande de taken van de bevoegde autoriteiten. Hiernaar gevraagd, lichtte de gemachtigde dit als volgt toe:

“Concernant le délai maximal de conservation des données :

– IBPT : Le principe de la conservation pendant la durée nécessaire pour l’accomplissement de la mission poursuivie s’applique, conformément au RGPD, comme indiqué dans la Privacy Policy. On précise en outre que, lors de la modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut de l’IBPT par la loi du 20 juillet 2022 (loi ‘conservation des données’), l’APD n’a pas demandé de fixer une durée maximale déterminée pour la conservation des données auxquelles l’IBPT aurait accès. Cf. Avis 66/2022 sous ce lien : Fr Avis.dotm (autoriteprotectiondonnees.be).

– CSA : les délais de conservation du CSA sont régis par une ‘Charte vie privée’ qui prévoit des délais de conservation des données à caractère personnel pour chaque type de traitement effectué. Pour le traitement relatif aux missions de contrôle du CSA, la durée de conservation est le temps du traitement du dossier auquel *il faut rajouter 36 mois pour permettre au CSA d’encore utiliser les données à titre informatif dans le cadre de l’exercice de ces mêmes missions*.

– VRM : We verwijzen naar Artikel 92 van het ‘Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie houdende inhoudelijke en technische aanpassingen en aanpassingen met het oog op de bescherming van persoonsgegevens en het Wetboek van vennootschappen en verenigingen’, dat momenteel voorligt bij het Vlaams Parlement. Zie: <https://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=2043251>, waar de bewaartermijnen van de persoonsgegevens die de VRM kan verwerken worden bepaald: ‘*De persoonsgegevens die conform dit Artikel door de Vlaamse Regulator voor de Media worden verwerkt, kunnen op basis van dit Artikel uiterlijk bewaard worden tot tien jaar na afloop van de verwerking, vermeld in het eerste lid. Na afloop van die tien jaar wordt conform Artikel III.87, § 1, 3°, van het Bestuursdecreet van 7 december 2018 aan die persoonsgegevens een definitieve bestemming toegewezen.*’.

– Medienrat : Le traitement des données à caractère personnel s’effectue sur la base de l’article 112 § 2 du décret du 1^{er} mars 2021 de la Communauté germanophone relatif aux services de médias et aux représentations cinématographiques (<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2021/03/01/2021201177/justel>) qui institue le conseil des médias (Medienrat) comme responsable du traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre de l’exécution de ces tâches. Le décret définit les missions du conseil des médias ainsi que les modalités de leur exécution. Le Medienrat travaille actuellement à la rédaction d’une charte synthétisant sa pratique quotidienne du traitement des données en application du décret sur les services de médias

Si le Conseil d’État devait toutefois juger cela insuffisant au regard de l’article 22 de la Constitution, il pourrait être envisagé, à titre subsidiaire, de prévoir une disposition dans l’accord de coopération prévoyant que les données collectées sont conservées jusqu’à 10 ans (délai de prescription de l’action civile personnelle) après la fin des tâches prévues par la loi, les décrets et/ou l’accord de coopération.”

7.1.1. Wat de Duitstalige Gemeenschap betreft, verwijst de gemachtigde naar Artikel 112, § 2, van het decreet van 1 maart 2021 ‘betreffende de mediadiensten en de filmvoorstellingen’.

Deze bepaling wijst evenwel enkel de Medienrat aan als verwerkingsverantwoordelijke en bevat geen maximale bewaartermijn.

7.1.2. Wat de Franse Gemeenschap betreft wordt verwezen naar het “Charte vie privée” van de Conseil supérieur de l’audiovisuel (hierna: “de CSA”). In punt 6 van dat charter staat dat de termijn voor het bewaren van persoonsgegevens voor het uitoefenen van de vergunnings- en controletaken van de CSA (behandeling van klachten, jaarlijkse controle, afgifte van vergunningen, ontvangst van aangiftes, enz.) deze is:

“[l]a durée nécessaire à l’exercice de la mission concernée, c’est-à-dire :

- dans le cadre du traitement des plaintes, jusqu’à la clôture du dossier.
- dans le cadre du contrôle annuel des régulés, jusqu’à ce que le régulé arrête d’exercer ses activités sous le contrôle du CSA.
- dans le cadre de la délivrance d’autorisations et de la réception de déclarations, jusqu’à ce que le régulé arrête d’exercer ses activités sous le contrôle du CSA.

À cela, il faut rajouter 36 mois pour permettre au CSA d’encore utiliser les données à titre informatif dans le cadre de l’exercice de ces mêmes missions.”

Daaruit volgt dat er geen maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens is bepaald in de vorm van een tijdseenheid. Bovendien zijn de bewaartermijnen waarin is voorzien in het “Charte vie privée”, bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, niet aangenomen door de decreetgever noch vastgesteld door de Franse Gemeenschapsregering. Ze zijn evenmin door laatstgenoemde goedgekeurd.

7.1.3. Wat ten slotte de federale overheid betreft, wordt verwezen naar de “Privacy policy” van het BIPT, waarin het volgende staat:

“De gegevens die worden verwerkt voor de uitvoering van een wettelijke opdracht of een taak van algemeen belang worden bewaard voor de tijd die nodig is voor de toepassing van de wetgeving of de uitvoering van de taak van algemeen belang.”

Daaruit volgt dat er geen maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens is bepaald in de vorm van een tijdseenheid. Bovendien zijn de bewaartermijnen waarin is voorzien in de “Privacy policy”, bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, niet aangenomen door de federale wetgever, noch vastgesteld door de Koning. Ze zijn evenmin door laatstgenoemde goedgekeurd.

7.1.4. Uit het voorgaande volgt aldus dat met de suggestie van de gemachtigde om een maximale bewaartermijn van tien jaar in het samenwerkingsakkoord in te schrijven, kan worden ingestemd.

7.2. Artikel 17, § 4, van het samenwerkingsakkoord regelt de categorie van verwerkte persoonsgegevens. Artikel 17, § 4, 2°, van het samenwerkingsakkoord bepaalt in deze context dat de verwerking kan plaatsvinden voor “een dossier en alle andere informatie die nodig wordt geacht voor het toezicht op, het onderzoek en de handhaving van de verordening”.

Gevraagd wat precies wordt bedoeld met “alle andere informatie die nodig wordt geacht”, antwoordde de gemachtigde als volgt:

“Sont visées, les données contenues dans les demandes de certification, (art. 10), plaintes (art. 11), copie des injonctions (art. 13), demande de ou à la Commission (art. 14 et 15), qui sont placées (conformément à l’article 6 de l’accord de coopération) par les

autorités compétentes sur le système de partage de l'information visé à l'article 5 et que la ou les autorité(s) compétente(s) concernée(s) jugent nécessaires en vue de la bonne exécution de la surveillance, des enquêtes et application du règlement.”

Artikel 17, § 4, 2°, van het samenwerkingsakkoord zal moeten worden verduidelijkt in die zin dat het gaat om gegevens die worden vermeld in de door de gemachtigde opgesomde bepalingen en die door de bevoegde autoriteit nodig worden geacht.

7.3. In het samenwerkingsakkoord wordt de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens niet uitdrukkelijk bepaald. De gemachtigde verklaarde hierover:

“Comme l'indique l'article 17, § 1^{er} de l'accord de coopération, ‘Les autorités compétentes sont chacune responsable du traitement des données pour la gestion des données en leur possession ou mises à leur disposition en vertu du présent accord’, c'est-à-dire, via le système de partage de l'information, auquel seules les autorités compétentes visées à l'article 1^{er}, 2° de l'accord ont accès.”

In zoverre enkel de bevoegde autoriteiten toegang hebben tot het informatie-uitwisselingssysteem, en dus tot de verwerkte gegevens, volstaat dit antwoord.

Artikel 20

8. In Artikel 20 van het samenwerkingsakkoord moet nog het aantal dagen worden bepaald na de bekendmaking van de laatste instemmingsakte in het *Belgisch Staatsblad* waarna het samenwerkingsakkoord in werking treedt.

ONDERZOEK VAN DE VOORONTWERPEN VAN WET EN VAN DECREET

Voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap

9. In het opschrift en in Artikel 2 van het voorontwerp dient de datum van het samenwerkingsakkoord te worden ingevoegd.

Voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap

10. In het opschrift en in het enig Artikel van het voorontwerp dient de datum van het samenwerkingsakkoord te worden ingevoegd.

Voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap

11. In het opschrift en in het enig Artikel van het voorontwerp dient de datum van het samenwerkingsakkoord te worden ingevoegd.

Voorontwerp van wet

12. Bij het voorontwerp van wet moeten een memorie van toelichting en een artikelsgewijze bespreking worden gevoegd waarin de strekking van het samenwerkingsakkoord wordt toegelicht.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Jeroen VAN NIEUWENHOVE

⁸ Zie advies 75.173/VR van 16 februari 2024 over voorontwerpen die geleid hebben tot de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 4 april 2024 ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 maart 2024 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad’, *Parl.St.* Ver.Verg.Gem.Gem.Comm. 2023-24, nr. B-190, 7-15, het ontwerpdecreet van de Franse Gemeenschapscommissie ‘portant assentiment à l’accord de coopération du 7 mars 2024 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune modifiant l’accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d’accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale’, *Parl.St.* Verg. Fr.Gem.Comm. 2023-24, nr. 151/1, 19-24 en het Vlaams ontwerpdecreet ‘tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 maart 2024 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad’, *Parl.St.* Vl.Parl. 2023-24, nr. 2104/1, 99-110, algemene opmerking 2.